

L'économiste du Togo

Le Journal des décideurs

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°0365 du Mercredi 1 Septembre 2021 Prix: 250Fcf

Site web: www.leconomistedutogo.com



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Transport aérien

L'UE rétablit des restrictions pour les voyageurs depuis les Etats-Unis

Tandis que, dans l'autre sens, les voyages vers les Etats-Unis ne sont toujours pas... • (Page 08)

Technos & Medias

Avec le retour au bureau, Zoom chute en Bourse

Entre mai et juillet, son chiffre d'affaires a certes encore progressé de 54% par rapport à l'année... • (Page 8)



Classement des 100 femmes africaines les plus influentes • (Page 03)

Victoire Tomégah-Dogbé parmi les meilleures



Partenariats techniques et financiers au Togo • (Page 04)

Une maison commune franco-allemande à Lomé

Campagne agricole 2021-2022

Déjà 80 000 tonnes d'engrais mobilisés

Le gouvernement togolais à travers le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du... • (Page 02)

Education dans l'espace UEMOA

Vers l'harmonisation du BAC dans les Etats membres

Les experts nationaux et régionaux des services d'organisation du baccalauréat tiennent du 31 Août au 3... • (Page 11)

Nigeria

Le PIB en hausse de 5% au deuxième trimestre 2021

Le produit intérieur brut (PIB) du Nigeria a progressé de 5,01 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2021... • (Page 06)

Eliminatoire Qatar 2022

Le Togo doit renouer avec la victoire

Le Togo affronte ce jour à Thiès, les Lions de la Teranga du Sénégal pour le... • (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	555,000	5,060	762,750	608,250	439,500	85,500	150,500
Vente	655,957	562,000	5,120	769,750	614,250	446,500	87,000	153,500

Source : BCEAO

Campagne agricole 2021-2022

Déjà 80 000 tonnes d'engrais mobilisés

Le gouvernement togolais à travers le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural a mobilisé pour tous les acteurs de la chaîne agricole plus de 80 000 tonnes d'engrais. Ceci pour le compte de la campagne agricole 2021-2022.

● Bernard AFAWOUBO

La feuille de route gouvernementale 2020-2025 attache du prix à l'amélioration de la productivité et des rendements agricoles, moyen efficace pour faire du secteur un puissant levier de croissance économique inclusive et pérenne. Pour le compte de cette nouvelle campagne agricole, le pays a anticipé dans la mobilisation et la mise en place des intrants dans tous les cantons pour les rapprocher davantage des producteurs. A travers le ministère en charge de l'agriculture plus de 80 000 tonnes d'engrais ont été mobilisées pour tous les acteurs de la chaîne agricole. Plus de 55 000 tonnes sont déjà déployées sur le terrain dont 38 000 utilisées. En ce qui concerne les semences certifiées, au total 2 566 tonnes de maïs, de riz, de soja, d'arachide, de niébé et de sésame qui ont été mobilisées. Ces intrants sont distribués à travers un réseau de plus de 450 points de vente agréés sur tout le territoire national. Malgré la flambée des prix des engrais au niveau mondial, le gouvernement togolais a maintenu les x des engrais à 12 500 FCFA le sac de 50 Kg. Ces efforts ont permis d'accroître de façon substantielle le volume d'utilisation des



engrais au cours de la campagne agricole. La quantité d'engrais consommée au niveau national à la fin du premier semestre 2021 dépasse de plus de 21% la moyenne de consommation annuelle observée entre 2015 et 2020, et a atteint 60% dans les Savanes. Les prix des engrais maintenus bas dans le cadre de la riposte à la pandémie de la Covid-19, font malheureusement l'objet de convoitise très poussée des spéculateurs dans certaines régions du pays. En effet, des réseaux de contrebande se sont développés dans ces régions et particulièrement dans les Savanes ces derniers temps en direction des pays voisins. Contre ce phénomène qui met à rude épreuve la disponibilité des engrais nécessaires pour satisfaire les besoins des agriculteurs togolais, le gou-

vernement a engagé une lutte sans merci. Interdiction de la vente des engrais aux utilisateurs à travers les sociétés privées agréées, arrestations d'auteurs de contrebande et saisies de stocks d'engrais sont autant de mesures mises en œuvre à cet effet. Plus de 187 tonnes d'engrais ont été saisies. Il faut préciser que ce phénomène est similaire à celui vécu quelques mois plus tôt dans le domaine des produits céréaliers ayant été à la base de la flambée des prix de plusieurs denrées agricoles sur les marchés ; phénomène contre lequel des mesures appropriées ont été également prises. Aujourd'hui, la campagne agricole dans son ensemble bat son plein sur toute l'étendue du territoire. Sur certaines exploitations agricoles, c'est déjà les premières récoltes.



AUX DECIDEURS...

Moustiques génétiquement modifiés... anti paludisme...

Il a été dit que le paludisme engendre la pauvreté et que la pauvreté engendre le paludisme. C'est la réalité dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne, où, après des décennies d'initiatives de lutte, il y avait encore quelque 384 000 décès et 188 millions de cas de paludisme en 2019.

La prévention du paludisme dans les pays africains dépend fortement de l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide et de la pulvérisation domestique. Ces efforts, associés à un traitement efficace, ont considérablement réduit le fardeau du paludisme à travers le continent. Mais les progrès ont stagné vers 2015. Dernièrement, certains pays ont signalé une augmentation du nombre de cas.

Une des raisons est la résistance aux insecticides. Ceci est le résultat de l'utilisation à long terme de produits chimiques dans la santé publique et l'agriculture. De nouveaux insecticides sont en cours de développement, mais ils pourraient eux aussi devenir inefficaces – et ils sont chers.

La lutte contre le paludisme doit donc cesser de trop dépendre des insecticides au profit d'options plus durables.

En 2016, un panel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a conclu que même avec la meilleure utilisation des approches actuelles, il y aurait encore 11 millions de cas de paludisme en 2050. Ce qu'il faut, ce sont des stratégies intégrées à plus long terme pour compléter les méthodes actuelles. Ceux-ci peuvent inclure une gestion environnementale à grande échelle pour réduire la reproduction des anophèles, des maisons à l'épreuve des moustiques, des systèmes de santé plus solides et une éducation du public axée sur la prévention des maladies.

Heureusement, de nouvelles technologies sont également en cours de développement qui pourraient compléter ces stratégies à moindre coût et avec moins d'efforts.

Un exemple particulièrement excitant est la libération de moustiques génétiquement programmés, que nous appelons « moustiques protecteurs ». Lors de l'accouplement avec des moustiques sauvages, ils produisent une progéniture qui est soit incapable de se reproduire, soit incapable de transmettre les parasites du paludisme.

Dans la nature, il existe un phénomène appelé forçage génétique qui opère dans le processus de reproduction. C'est à ce moment qu'un élément génétique est capable d'augmenter les chances qu'il soit hérité par la progéniture.

Les chercheurs adaptent des approches similaires pour créer des méthodes révolutionnaires de contrôle des maladies transmises par les insectes. Ils utilisent des outils d'édition de gènes pour modifier les capacités de certains moustiques et s'assurer que ces capacités sont transmises à la génération suivante. Cela a déjà fait ses preuves dans des contextes expérimentaux.

Contrairement à la modification génétique traditionnelle, le forçage génétique permet une propagation extrêmement rapide des caractéristiques souhaitées. Les moustiques génétiquement programmés pourraient s'emparer des populations sauvages de moustiques vecteurs de maladies en quelques générations seulement, même dans des endroits reculés.

Les travaux d'une équipe de recherche ont montré qu'il existe un soutien pour les technologies de plusieurs groupes de parties prenantes. Mais il y a aussi un certain scepticisme. Cela signifie que davantage d'éducation et d'évaluations des risques sont nécessaires pour éclairer le développement ultérieur de la technologie. Peser les risques et les avantages

Comme pour de nombreuses autres technologies, celle-ci présente des risques perçus ainsi que des avantages potentiels. Ceux-ci doivent être examinés avant qu'une décision finale ne soit prise.

Il existe plus de 3 500 espèces de moustiques. Seuls 50-70 peuvent transmettre le paludisme à l'homme. Souvent, il n'y a que deux ou trois de ces espèces qui dominent la transmission du paludisme dans un pays. Une lutte efficace contre le paludisme peut donc être obtenue en identifiant, en comprenant puis en ciblant une ou deux espèces dominantes au lieu d'essayer de tuer tous les moustiques.

L'approche du forçage génétique ciblerait uniquement les espèces de moustiques sélectionnées sans affecter les organismes non ciblés. C'est pourquoi c'est l'une des méthodes de lutte contre les moustiques les plus respectueuses de la biodiversité.

La recherche a également montré que la plupart des créatures qui s'attaquent aux moustiques anophèles mangent également d'autres espèces d'insectes. Il est donc peu probable que la perte de quelques espèces dangereuses d'anophèles mette en danger l'ensemble des populations de moustiques ou leurs prédateurs naturels. Prochaines étapes

Les pays africains doivent évaluer la technologie et prendre des décisions éclairées sur la façon dont elle peut être utilisée en toute sécurité pour arrêter les millions de cas et les milliers de décès. Une armée de moustiques protecteurs pourrait transformer la lutte contre le paludisme en Afrique.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Classement des 100 femmes africaines les plus influentes

Victoire Tomégah-Dogbé parmi les meilleures

Le Premier Ministre, Victoire Tomégah-Dogbé fait partie des femmes africaines les plus influentes selon le « Classement des 100 femmes africaines les plus influentes » dévoilé mardi 31 août 2021 par Avance Media Africa, une agence de notation de médias et de relations publiques sur le continent.

• Nicole ESSO

La publication, réalisée annuellement, retient des femmes ayant gravi des échelons au sein d'entreprises, créé leur propre entreprise, ou ayant été à l'avant-garde de la prise de décision au niveau local et international. Au total, 100 femmes, provenant de 28 pays, ont été identifiées pour cette année, et réparties dans 8 catégories : Leadership économique, OSC et Philanthropie, Diplomatie, Éducation et Littérature, Divertissements, Médias, Service Public et Gouvernance. Victoire Dogbé, locataire de

la Primature depuis près d'un an, (une première dans l'histoire du pays) est distinguée dans cette dernière catégorie, notamment aux côtés de Sahle-Work Zewde ou Samia Suluhu Hassan, respectivement cheffes d'Etat de l'Ethiopie et de la Tanzanie. D'autres femmes leaders célèbres font partie de ce classement : Ellen Johnson Sirleaf, Ngozi Okonjo-Iweala, Amina Mohammed, Djamila Ferdjani, Chimamanda Ngozi Adichie, ou encore Angelique Kidjo. Dans la quête d'inspirer la prochaine génération de femmes africaines passionnées par la conduite du changement et la remise en cause



du statu quo, Avance Media, à travers son projet d'auto-

nomisation des filles, Be A Girl, lance cette publication

annuelle pour souligner et célébrer les réalisations étonnantes de 100 femmes d'Afrique, « 100 femmes africaines les plus influentes ». En tant que société de relations publiques et de notation de premier plan, Avance Media s'est engagée à changer le récit sur les Africains en notant et en classant les publications et nous pensons que ce projet nous offre une autre opportunité non seulement de célébrer les Africains, mais aussi de présenter les œuvres individuelles et collectives de femmes qui sont sincèrement inspirant la prochaine génération de dirigeants en Afrique. Présentée

comme un classement des 100 femmes africaines les plus influentes, cette publication présente un résumé des femmes qui ont gravi les échelons de l'entreprise, créé leur propre entreprise ou ont été à l'avant-garde de la prise de décision au niveau local et international. Les personnalités notables à présenter incluent, sans s'y limiter : les présidents, les diplomates, les présidents de conseils d'administration, les PDG, les universitaires, les chanceliers, les politiciens et les philanthropes, mais doivent être des individus de personnalités distinguées dans leur domaine de travail.



À propos du classement

Présentée comme un classement des 100 femmes africaines les plus influentes, cette publication présente un résumé des femmes qui ont gravi les échelons de l'entreprise, créé leur propre entreprise ou ont été à l'avant-garde de la prise de décision au niveau local et international. Les critères de sélection comprennent entre autres, l'excellence en leadership et en performance, les réalisations personnelles, l'engagement à partager les connaissances, être une femme africaine accomplie. Grâce au programme de mentorat Be A Girl, Avance Media offrira des opportunités de mentorat à des jeunes femmes sélectionnées du continent qui pourront se connecter avec aux lauréats en vue de pour produire des femmes africaines plus prospères.

AvanceMedia 100
MOST INFLUENTIAL
AFRICAN WOMEN

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Partenariats techniques et financiers au Togo

Une maison commune franco-allemande à Lomé

L'agence AFD Lomé accueille depuis le mois de juillet 2021, la représentation de la KfW au Togo dans ses locaux : une grande première dans le réseau des partenariats techniques et financiers, et une belle incarnation de la proximité entre les deux institutions.

• Joël YANCLO

Partenaires de longues dates, l'AFD et la KfW sont souvent présentes côte à côte sur le terrain au service de l'investissement solidaire. Naturellement, l'idée a germé de créer une maison commune franco-allemande et a très vite remporté l'adhésion des différentes parties prenantes (directions régionales, sièges respectifs, ambassades). L'agence du Groupe AFD à Lomé s'est donc réorganisée de façon à accueillir ses collègues de la KfW. Des travaux de réaménagement ont été réalisés à l'étage du bâtiment en vue d'installer les bureaux KfW et les espaces extérieurs ont été entièrement redessinés. « Dans un pays bénéficiant déjà d'une programmation conjointe européenne, cette 1ère maison commune franco-allemande est un nouveau signal fort d'union entre partenaires européens et témoigne de l'excellence de la relation entre nos deux institutions au Togo ». François Jacquier-Pélissier (Directeur AFD Togo). Cette initiative du terrain a été rendue possible grâce à la récente accession du Togo au programme allemand de coopération "Partenariat pour les réformes". L'intégration du Togo dans cette initiative a considérablement accru les enveloppes financières en faveur du pays et va amener la KfW, en charge d'engager une partie de ces financements supplémentaires, à renforcer son implantation locale et ses ressources humaines sur le terrain. " Nous nous réjouissons de l'initiative d'une maison commune avec l'AFD, car elle fait montre de la solidité de la relation entre nos deux institutions et nous permet de conjuguer plus efficacement nos efforts pour une mise en œuvre concertée de nos projets de développement sur le terrain." Sonja Wassermann (Directrice KfW Togo).

Un partenariat renforcé au profit de l'investissement solidaire

Depuis leurs premiers cofinancements en 1970, les relations entre le couple AFD-KfW se sont bonifiées au fil des années à travers de nombreux autres accords de partenariat. En avril 2019, les deux groupes dédiés au développement ont signé un accord visant à renforcer leur collaboration sur le plan stratégique, opérationnel, du partage de connaissance et de communication conjointe. Au Togo, fortes des échanges très réguliers sur leurs activités opérationnelles touchant à des sujets communs (BOAD, secteurs sociaux et professionnels, etc.), elles cofinancent deux projets majeurs en matière d'énergie électrique. Il s'agit notamment du i) Projet d'extension du réseau électrique de Lomé (PEREL : 30 M€ en prêt AFD et 10 M€ en subvention KfW) et du ii) Projet d'extension du réseau électrique dans les centres urbains du Togo (PERECUT : 55 M€ en prêt et subvention AFD ; 15 M€ en subvention KfW) dont la convention a été signée par le président togolais Faure Gnassingbé à Paris en avril dernier. La coopération entre l'AFD et la KfW est également active dans le secteur agricole avec le cofinancement du Projet d'appui aux pistes rurales (PAPR : 10 M€ en prêt souverain AFD et 27 M€ en subvention KfW) dont la seconde phase est en cours d'instruction. A travers son activité de prêt, l'AFD fait levier sur les financements additionnels de la KfW, ce qui permet d'élargir la dimension du projet, voire permettre leur changement d'échelle.

La nouvelle directrice pays de la KfW prend ses fonctions à Lomé

Dans ce cadre, la nouvelle directrice, Madame Sonja WASSERMANN, a pris ses fonctions ce 16 août dans ces nouveaux locaux flambants neufs et à la tête d'une nouvelle équipe composée de quatre collaborateurs. Entrée



• AFD-KfW, deux acteurs au développement plus proches que jamais

à la KfW en 2011, Madame Wassermann a été successivement Chargée de Portefeuille de la Division de Gouvernance de l'Afrique de l'Ouest (2012-2017) et Senior chargée de Portefeuille de la Division Infrastructure Communale et Sociale, Europe de Sud-Est et Turquie (2017-2021), avant d'être nommée cette année directrice du Bureau KfW au Togo. Désormais, les deux institutions partagent les mêmes locaux avec une logique très partenariale dans la formalisation d'un accord de répartition des charges communes liées à l'occupation des lieux.

A propos de l'AFD

Le groupe Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Il finance, accompagne l'agenda du développement durable 2030 et accélère les transitions vers un monde plus cohérent et résilient. Il construit avec ses partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Ses équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les

territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

A propos de la KfW

La KfW soutient depuis plus de 50 ans le gouvernement fédéral afin de lui permettre de réaliser ses objectifs en matière de politique de développement et de coopération internationale. Son rôle dans

la coopération de l'Allemagne en faveur du développement comporte deux volets d'importance égale : nous sommes à la fois une banque expérimentée et une institution spécialisée dans la politique de développement. La KfW est présente au Togo depuis les années 60 à travers de grands projets de développement comme par exemple la construction du premier quai du Port Autonome de Lomé (PAL) et du barrage hydroélectrique de Nangbéto. Elle soutient et accompagne au nom du gouvernement fédéral, en particulier du Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), des programmes et des projets faisant intervenir principalement des acteurs étatiques des pays en développement et des pays émergents, de la conception au contrôle final des résultats en passant par la mise en œuvre. En 2020, nous avons engagé 11 milliards d'euros à l'échelle mondiale pour 405 nouveaux projets.

Togo / Justice

Yaya Abdoulaye appelle à une prise de conscience dans le secteur

Huit mois après avoir pris fonction, le nouveau président de la Cour Suprême, Yaya Abdoulaye a dressé en fin de semaine dernière un vaste état des lieux de la justice togolaise, et invité tous les acteurs du secteur se livrant à des pratiques malsaines, "à se ressaisir" et à respecter leurs engagements, apprend-on de source officielle.

• Vivien ATAKPABEM

En effet, l'appareil judiciaire national fait de plus en plus l'objet de récurrentes plaintes et critiques de la part des citoyens, a fait observer le successeur de Akakpovi Gamatho. En cause, des dysfonctionnements notoires impliquant aussi bien des magistrats, que des auxiliaires de justice, et qui "annihilent" tous les efforts de modernisation de la justice. Selon le président de la plus haute juridiction étatique, les actes posés vont de la mauvaise gestion des dossiers à un "enrichissement sans vergogne sur le dos des justiciables", en passant par la lenteur exces-



sive, "l'accroissement des contentieux, le dilatoire des parties, l'indélicatesse" de certains acteurs, entre autres : "Il n'y a pas de jours où ne défraient des scandales des affaires foncières impliquant des magistrats, avocats, huissiers, officiers de police judiciaire, des officiers supérieurs, voire des autorités civiles, lesquels n'hésitent pas à s'approprier des terrains

au détriment des pauvres justiciables", a-t-il illustré. "La justice est gardienne de la paix civile, rempart contre les injustices nées du déséquilibre des situations, ultime recours là où d'autres institutions ont échoué. Elle est l'arbitre où vient se réfugier la règle de droit", a rappelé Yaya Abdoulaye, avant d'appeler à un profond changement. "Puisque je crois qu'il n'est pas trop tard pour nous ressaisir, j'appelle tout le corps judiciaire à une prise de conscience aigüe et de responsabilité dans la gestion des affaires", a-t-il conclu. En rappel, Yaya Abdoulaye est également le président du Conseil supérieur de la Magistrature.

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

	2015	2016	2017
Indicateurs du commerce extérieur			
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



COMMISSION DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

Projet d'Assistance Technique du Don IDA pour le Financement du Logement
Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA)

Don IDA N°D236-3W

Appel à manifestation d'intérêt pour la constitution d'une base de données de consultants Experts suivant les domaines d'activités du Projet d'Assistance Technique pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA)

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), a reçu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un Don au profit du Projet d'Assistance Technique pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA).

Dans le cadre de son appui pour la réalisation de ses activités, le PFLA souhaite constituer un répertoire des experts dans plusieurs de ses domaines d'interventions pour des missions en rapport avec ses activités ou ses sous- composantes

Les Experts qui seront retenus, après évaluation de leurs dossiers, fourniront leurs prestations à titre de consultants individuels dans le cadre d'une activité planifiée par le projet, se référant aux différents domaines d'activités en lien avec le projet urbain, et ce, aux conditions du PFLA à travers le contrat relatif aux services d'un prestataire individuel.

L'objectif de ce processus est de constituer une base de données des experts/consultants qualifiés dans les différents domaines ingénierie, architecture, urbanisme, paysage, géographie afin de pouvoir les mobiliser rapidement, pour des missions ponctuelles, sur une ou plusieurs activités à venir du projet pour la période 2021- jusqu'à la fin du projet PFLA UEMOA.

Pour une mission spécifique, dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le projet enverra une lettre d'invitation et des termes de référence au minimum à trois (3) Consultants individuels selon le besoin, identifiés dans la base de données pour que ces derniers puissent leur soumettre à nouveau leurs CV actualisés et au besoin une proposition technique et financière.

Les termes de référence, envoyés avec la lettre d'invitation fourniront les informations nécessaires quant à : la description et l'objectif de l'activité concernée ; la prestation et les livrables attendus ; la durée et le calendrier de la mission ; le lieu d'exécution, le profil recherché

L'appel à manifestation d'intérêt s'adresse aux consultants individuels et la participation est ouverte à toutes les personnes ayant des compétences requises. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain rappelle que les consultants Experts qui travaillent déjà avec elle, qu'ils ne sont pas exemptés de cette formalité et qu'ils devront produire les mêmes dossiers.

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au bureau de l'assistante du Projet à la porte 130 au 1er étage au complexe Administratif Ouaga 2000 de la Commission de l'UEMOA du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 13 H 30 mn à 16 H 30 mn **du 19 août au 10 septembre 2021** A portant la mention « Manifestation d'intérêt pour inscription dans le répertoire des prestataires intellectuelles du « Projet d'Assistance Technique du Don IDA pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA)» Ou par emails aux adresses suivantes : sesawadogo@uemoa.int; pmseck@uemoa.int; aktworou@uemoa.int.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Commission ne peut être tenue responsable de la non réception de l'offre transmise par le soumissionnaire.

Nationalité

Les candidats doivent être ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Zone d'intervention

Benin
Burkina Faso
Côte d'Ivoire
Guinée- Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

NB : Chaque candidat devra préciser la ou les zones d'interventions qu'il souhaite postuler.

Domaine de compétences recherchées

- Architecture
- Urbanismes
- Aménagement du territoire
- Gestion foncière
- Ponts et chaussée
- Et toutes autres compétence en relation avec le logement abordable

QUALIFICATION

Formation	➤ Etre titulaire d'un diplôme en Urbanisme, en Aménagement du Territoire, en géographie ou tout diplôme approprié en relation avec le domaine de logement, de l'habitat et du cadre de vie
Expérience	➤ Avoir au minimum 02 années d'expérience professionnelle dans le domaine de l'urbanisme opérationnel/ habitat avec une bonne connaissance des outils de techniques de gestion des projets ; ➤ Avoir 02 années minimum d'expérience spécifique en agence d'architecture ou d'urbanisme, en opération d'aménagement ou d'urbanisme auprès des collectivités territoriales, des services d'urbanisme en charge du logement, de l'habitat, du cadre de vie.
Compétence	➤ Faire preuve d'une capacité de synthèse pour la rédaction de notes techniques ; ➤ Avoir des aptitudes à communiquer, à conduire des réunions et à animer des ateliers et séminaires de formation. Etre capable de travailler sous pression. ➤ Maitrise les outils de planification de Projet de type MSProject... ➤ Pratique des outils de microsoft de traitement de texte :word, Excel... et de traitement d'image et de dessin : illustrator, photoshop,indesign ... seraient un atout
Langues requises	➤ Avoir une connaissance parfaite du français (oral et écrit), et des connaissances de base en anglais ou en portugais.

Documents Constitutifs de l'offre :

Les candidat(e)s devront soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

Documents	Description
Lettre de motivation	Une lettre de motivation décrivant pourquoi vous pensez être le meilleur candidat par rapport à ces missions décrites ci-dessous
Curriculum	Votre curriculum à nous transmettre en y incluant surtout votre expérience des missions similaires et indiquant au moins trois (3) personnes de références.
Attestation de services rendu	- Joindre les attestations/certificats des expériences similaires à cette mission - Fournir un tableau reprenant les noms des projets/activités, durée de la mission, domaine d'intervention, nom du client
Diplômes	Transmettre une (les) copies du (des) vos diplômes et autres certificats des formations.

Evaluation

Critères	Points
Diplômes requis	40
Expériences avérées	50
Langue française parlée et Connaissance de zone d'intervention	10

Seront jugés qualifiés, les dossiers qui obtiendront au moins 70% de la note maximale de 100 points ;

Le/la Consultant (e) avec une note d'au moins 70% seront enregistrés dans la base des données du PFLA par domaine d'activité.

NB : Cet avis a manifestation d'intérêt est une relance

Papa Madiaw SECK

Nigeria

Le PIB en hausse de 5% au deuxième trimestre 2021

Le produit intérieur brut (PIB) du Nigéria a progressé de 5,01 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2021, selon un nouveau rapport publié par le Bureau national des statistiques (NBS).

Ceci constitue la troisième hausse trimestrielle consécutive de croissance après les taux négatifs enregistrés aux deuxième et troisième trimestres 2020. Cette reprise, indique-t-on, s'explique par le retour progressif de l'activité commerciale ainsi que des déplacements locaux et internationaux. Les trimestres 2 et 3 de l'année 2020 étant marqués par les restrictions imposées dans le pays pour lutter contre la propagation du coronavirus (Covid-19). Cette hausse de croissance est portée par le secteur non pétrolier qui a progressé de 6,74 % en termes réels tandis que le secteur pétrolier a reculé de 12,65 %. Pour



● Le président nigérian Muhammadu Buhari

sa part, le PIB du secteur de la finance et des assurances s'est contracté de 2,48 %, après un recul de 0,46% au trimestre précédent. Au titre de l'ensemble du premier semestre de l'année, le PIB réel a augmenté de 2,7 % contre une chute de 2,18 % sur les six premiers mois de l'année 2020. Cependant, en

glissement trimestriel, il faut noter que le PIB réel a légèrement baissé (-0,79 %) au deuxième trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2021, ce qui reflète une activité économique légèrement plus lente qu'au trimestre précédent.

Avec financialafrik.com

Afrique

Gridworks et New GX financent l'expansion du fournisseur d'énergie verte SPS

Sustainable Power Solutions (SPS) obtient 40 millions de dollars de Gridworks Development Partners et de New GX. L'entreprise sud-africaine utilisera cet investissement pour étendre la fourniture d'énergie propre aux clients commerciaux et industriels (C&I) en Afrique subsaharienne.

Sustainable Power Solutions (SPS) se renforce en vue de son expansion en Afrique. Le fournisseur de solutions d'énergie propre ouvre son capital à deux investisseurs. Il s'agit de Gridworks Development Partners, une société d'investissement de CDC Group. L'entreprise spécialisée dans le financement des réseaux électriques apporte 22 millions de dollars dans le capital de SPS. Le reste des fonds est apporté par New GX, une holding d'investissement détenue et gérée entièrement par des noirs en Afrique du Sud. Ces prises de participations permettront à SPS d'étendre ses services en Afrique de l'Est et australe. Dans cette partie du continent africain, l'entreprise dirigée par Francois Van Themaat, finance, construit et exploite des systèmes solaires photovoltaïques pour les clients commerciaux et industriels (C&I), de l'Afrique du Sud au Kenya en passant par la Namibie et l'archipel des Seychelles dans l'océan indien. Dans ces pays d'Afrique subsaharienne, les énergies renouvelables, notamment le solaire, ont un double avantage pour les entreprises.

Fournir l'énergie solaire aux entreprises en Afrique de l'Est et australe

Cette énergie moins coûteuse à l'exploitation permet aux entreprises de réduire leurs factures d'électricité toute



en diminuant leur empreinte carbone dans un contexte mondial marqué par une prise de conscience des conséquences du réchauffement de la planète. C'est ce motif qui guide l'investissement de Gridworks dans SPS. L'entreprise place d'ailleurs sa prise de participation dans la perspective de la Conférence de Glasgow de 2021 sur les changements climatiques (COP26), un évènement dont le but est d'inciter les décideurs du monde entier à s'engager en faveur de la lutte contre le changement climatique. « En raison du manque de fiabilité des réseaux électriques, plus de la moitié des entreprises d'Afrique subsaharienne ont recours à la production diesel pour garantir la sécurité de l'alimentation en électricité. Avec plus de trois quarts de la demande totale d'énergie en Afrique provenant de clients commerciaux et industriels, le besoin est clair. Les solutions d'énergie solaire photovoltaïque et de stockage sur batteries constituent de plus en plus une alternative viable et moins chère pour de nombreuses entreprises qui voient l'intérêt de pou-

voir bénéficier d'une énergie plus verte et plus régulière », indique Gridworks

Deuxième investissement en moins de 5 ans

Gridworks a investi pour la première fois dans SPS en 2019. L'entreprise s'appelait alors Mettle Solar Investments. La société a depuis fusionné avec Sustainable Power Solutions pour former l'entité unique SPS, dont l'actionnaire majoritaire est Gridworks, avec un engagement de 31 millions de dollars. Gridworks remplace les actionnaires minoritaires, Trigen Group et Genfin. Outre New GX, SPS est également détenue par Titan Group de Christo Wiese. En trois ans, l'entreprise a enregistré une nouvelle capacité installée de 22 MW, en Afrique australe et au Kenya. Dans l'ensemble, le fournisseur d'énergie solaire dispose d'une capacité installée de 45 MWh d'énergie solaire, ainsi qu'une capacité de stockage de 15 MWh. Avec le nouvel investissement, SPS veut désormais se lancer sur de nouveaux marchés en Afrique subsaharienne, le Ghana et le Nigeria. Gridworks estime que son investissement (avec celui de New GX) devrait permettre de développer une nouvelle capacité installée de 100 MWh pour les clients commerciaux et industriels en Afrique au sud du Sahara.

Avec [afrik21](http://afrik21.com)

Covid-19

L'Afrique va recevoir 80 millions de doses de vaccins de la France et de l'Allemagne

Malgré ses 7,7 millions de cas enregistrés à ce jour, l'Afrique reste l'une des régions les plus en retard concernant la vaccination contre la covid-19. Malgré les initiatives COVAX et AVAT, les pays du continent ont du mal à s'approvisionner en vaccins et appellent à la solidarité des plus riches.

L'Afrique attend dans les prochains mois, l'arrivée de 80 millions de doses de vaccins anti-covid-19. Ces derniers jours, les gouvernements allemand et français ont en effet pris l'engagement d'offrir au continent de nouvelles doses pour accélérer les campagnes de vaccination. La chancelière allemande, Angela Merkel, qui avait déjà promis 30 millions de doses de vaccins a annoncé que désormais ce sont 70 millions de doses que son pays mettra à la disposition de l'Afrique. Cet engagement a été pris à l'issue d'une conférence de presse qui a suivi le sommet G20 Compact with Africa, en présence de plusieurs leaders du continent africain. La France a quant à elle promis l'arrivée de 10 millions de doses des vaccins AstraZeneca et Pfizer sur le continent. D'après le président français, Emmanuel Macron, les sérums seront livrés à l'Union africaine d'ici fin octobre, via l'initiative Covax. « Parce que le taux



de vaccination reste faible en Afrique et que nous défendons un accès équitable aux vaccins. Face à la pandémie, tous solidaires », s'est-il justifié sur twitter. 10 millions. C'est le nombre de doses de vaccins que la France va livrer à l'Union africaine via COVAX d'ici fin octobre. Parce que le taux de vaccination reste faible en Afrique et que nous défendons un accès équitable aux vaccins. Face à la pandémie, tous solidaires. Malgré une troisième vague plus virulente que les précédentes, l'Afrique n'a réussi à faire vacciner que 2% de sa

population. Depuis le début de la pandémie, le continent a déjà enregistré 7,7 millions de cas pour au moins 194 946 décès, et le pic de contaminations hebdomadaires, au début du mois de juillet, était de 250 000. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la troisième vague de coronavirus en Afrique a décliné au cours des dernières semaines. Cependant, l'on note une forte hausse du nombre de contaminations dans au moins 16 pays du continent.

Avec [Agence Ecofin](http://AgenceEcofin.com)

Nigeria

Le déploiement du naira numérique confié à la fintech barbadienne Bitt

Alors que les banques centrales multiplient les projets de monnaie numérique dans le monde, le Nigeria passe à la vitesse supérieure pour son naira numérique. Et les premiers résultats sont attendus cette année.

Le Nigeria se positionne pour devenir la première nation africaine à émettre sa propre monnaie numérique. Suite à un processus d'appel d'offres auquel ont participé plusieurs entreprises, la Banque centrale du pays (CBN) a choisi la fintech caribéenne Bitt pour l'aider à déployer le naira numérique. La société a déjà dirigé en début d'année le développement et le lancement de la première monnaie numérique émise par la banque centrale d'une union monétaire, la Banque centrale des Caraïbes orientales. Selon les termes du partenariat, Bitt devra rendre accessible l'eNaira au segment de 211 millions de citoyens et résidents du Nigeria, d'ici fin 2021. Elle peut compter pour cela sur son système de gestion de monnaie numérique (DCMS), actuellement autorisé par les institutions financières nationales de six pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. L'utilisation de ce produit réduira, apprend-on, le temps nécessaire au déploiement des applications nécessaires pour le naira numérique. « La numérisation du naira profitera à l'ensemble de l'écosystème



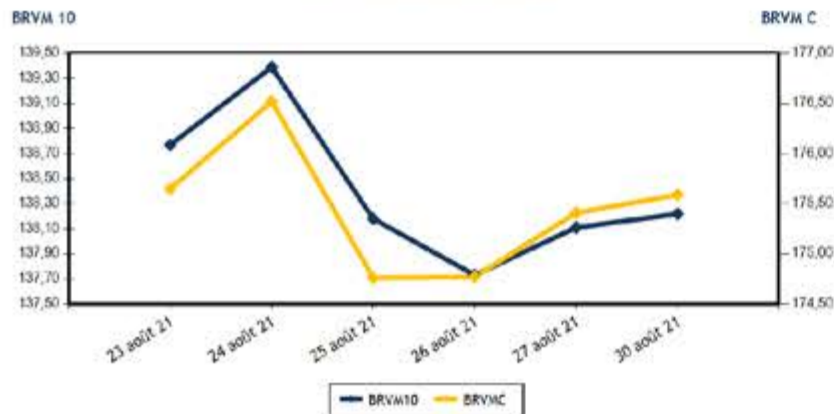
financier nigérian. Les avantages financiers et humanitaires qu'offre notre technologie seront transformateurs, notamment dans la vie des 50 millions de Nigériens non bancarisés », a commenté le PDG de Bitt, Brian Popelka, qui se dit fier de travailler sur un tel projet dans un pays bien connu pour son leadership en matière de fintech. Il n'aura donc fallu attendre que quelques mois pour voir « l'annonce spéciale » promise en juin dernier par Rakiya Mohammed, directrice du département IT de la CBN. Celle-ci avait alors indiqué que l'institution pourrait lancer un pilote en 2021, alors qu'elle travaille depuis deux ans sur le projet d'eNaira, complémentaire au naira,

et qui permettra d'améliorer l'inclusion financière, simplifier les paiements et réduire leurs coûts. Si plusieurs Etats africains ont déclaré officiellement travailler sur des projets de monnaie numérique de banque centrale, le Nigeria devient le premier pays à poser des actions concrètes qui vont au-delà de la simple « étude de faisabilité ». Le Ghana qui a indiqué en juin être la nation africaine la plus en avance n'a toujours pas donné d'échéance claire. Les banques centrales d'Afrique du Sud et du Rwanda travaillent sur la question, alors que la BCEAO a indiqué être encore aux réflexions préliminaires.

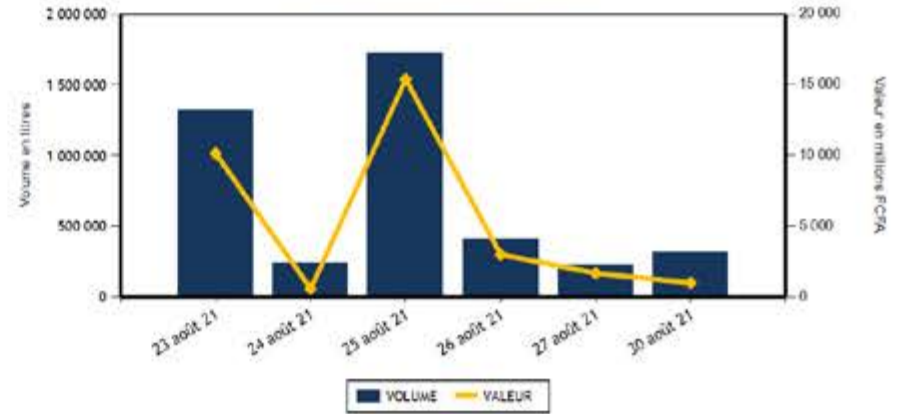
Avec [Agence Ecofin](http://AgenceEcofin.com)

BRVM 10	138,22	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE lundi 30 août 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	175,59
Variation Jour	↑ 0,08 %		Variation Jour	↑ 0,10 %
Variation annuelle	↑ 5,61 %		Variation annuelle	↑ 20,79 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 284 303 181 966	0,10 %
Volume échangé (Actions & Droits)	241 159	156,46 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	254 231 265	-13,00 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	6,25 %
Nombre de titres en baisse	16	6,67 %
Nombre de titres inchangés	9	-18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 101 921 046 931	0,04 %
Volume échangé	75 579	-45,34 %
Valeur transigée (FCFA)	756 362 467	-45,84 %
Nombre de titres transigés	9	12,50 %
Nombre de titres en hausse	3	-57,14 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	6	500,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	2 155	7,48 %	39,03 %
PALM CI (PALC)	4 980	7,44 %	121,33 %
SAFCA CI (SAFC)	630	6,78 %	125,00 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	4 500	4,65 %	21,79 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 300	4,55 %	53,85 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	3 955	-7,49 %	221,54 %
SOGB CI (SOGC)	4 000	-5,66 %	70,21 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 900	-5,00 %	90,00 %
SITAB CI (STBC)	3 600	-2,57 %	579,25 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 930	-2,03 %	71,56 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	88,89	-0,83 %	145,21 %	60 193	45 411 205	20,02
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	441,70	-0,40 %	7,61 %	9 181	96 102 080	7,83
BRVM - FINANCES	15	64,13	0,16 %	6,90 %	145 796	55 832 385	13,46
BRVM - TRANSPORT	2	523,08	7,35 %	38,13 %	3 559	7 575 170	8,72
BRVM - AGRICULTURE	5	190,46	-0,06 %	120,08 %	10 908	35 577 445	12,78
BRVM - DISTRIBUTION	7	322,90	1,36 %	42,60 %	9 301	12 299 935	19,94
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	795,85	-0,77 %	130,35 %	2 221	1 433 045	3,74
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,42	
Taux de rendement moyen du marché	6,76	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,89	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	247 103,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 427 822 914,71	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,35	
Ratio moyen de satisfaction	37,43	
Ratio moyen de tendance	1 591,05	
Ratio moyen de couverture	6,29	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	2,86	
Nombre de SGI participantes	30	

Définitions

- Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
- Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
- PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
- Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9519725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE - Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tel : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Transport aérien

L'UE rétablit des restrictions pour les voyageurs depuis les Etats-Unis

Tandis que, dans l'autre sens, les voyages vers les Etats-Unis ne sont toujours pas rouverts aux Européens, l'UE s'appuie sur la situation sanitaire américaine pour faire valoir à son tour ses mesures de protection face au variant Delta. D'un côté comme de l'autre, les restrictions qui se prolongent risquent de peser sur la reprise.



• "Avec la réouverture de l'UE, les Américains se sont empressés d'acheter des billets, de faire leurs valises et de retrouver leurs proches qu'ils n'avaient pas vu depuis près de deux ans", affirme le lobby aérien. (Crédits : Kamil Krzaczynski)

Les Etats-Unis ne sont toujours pas prêts à accueillir des voyageurs européens, et la contrainte sera désormais réciproque. L'Union européenne a confirmé lundi le retour de restrictions aux voyages non essentiels vers son territoire depuis cinq pays dont les Etats-Unis. La mesure va aussi concerner le Kosovo, Israël, le Monténégro, le Liban et la Macédoine du Nord. Dans la foulée, le lobby des compagnies aériennes aux Etats-Unis a, lui, fustigé la décision de Bruxelles. "Les recommandations de l'Union européenne sont un pas en arrière et ont clairement déçu les compagnies aériennes américaines qui ont travaillé avec diligence pour reprendre le service transatlantique en toute sécurité", a déclaré Airlines for America. "Avec la réouverture de l'UE, les Américains se sont empressés d'acheter des billets, de faire leurs valises et de retrouver leurs proches qu'ils n'avaient pas vu depuis près de deux ans", poursuit le lobby. Mais si les Etats-Unis n'ont levé encore aucune restriction pour l'UE, malgré cette décision, chaque Etat membre conserve la possibilité de les lever pour les personnes totalement vaccinées.

Le manque à gagner côté européen

De fait, les visiteurs américains sont une manne importante pour le tourisme, notamment hexagonal. En 2018, les touristes en provenance des Amériques étaient la première clientèle

extra-européenne en France, notait la DGE (Direction générale des entreprises). Pour les compagnies européennes, l'enjeu de la réouverture des Etats-Unis est tout aussi important. Tandis qu'elles attendent une décision de la Maison Blanche, "le troisième trimestre est crucial pour une majorité de compagnies aériennes européennes", affirmait en mars le directeur général d'Air France-KLM Benjamin Smith. Mais avec la propagation du variant Delta, la situation continue de se détériorer outre-Atlantique, avec un taux de nouvelles contaminations en hausse de 12%. C'est trois fois plus que le taux européen (+4%). Aussi, depuis le 4 juillet, le nombre d'hospitalisations aux Etats-Unis repart à la hausse pour atteindre, s'approchant dangereusement du pic de janvier à plus de 340.000 entrées (contre 267.000 au 29 août selon les données Our World in data)

Risque de décès en hausse, vaccination au ralenti

Par ailleurs, la veille, l'UE a été mise en garde par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui observe une hausse du nombre de décès. Elle redoute que la pandémie fasse 236.000 morts supplémentaires d'ici le 1er décembre et s'est déclarée préoccupée par la stagnation du rythme des vaccinations sur le continent. "Au cours des six dernières semaines, il a chuté de 14%, en raison d'un manque d'accès aux

vaccins dans certains pays et d'un manque d'acceptation des vaccins dans d'autres", a relevé l'OMS, appelant à augmenter la capacité de production et à dépasser les tentations nationalistes en partageant les doses.

Les Etats-Unis ne fixent encore aucune date

Les frontières américaines sont fermées à l'immense majorité des voyageurs internationaux, qu'ils soient testés ou vaccinés, depuis mars 2020. Mi-août, les Etats-Unis ont même placé la France sur liste noire relevant son avertissement. Mais la Maison Blanche, qui dit depuis des semaines étudier les conditions de réouverture de ces frontières, a pour la première fois lundi laissé entrevoir les conditions que pourraient poser les Etats-Unis aux voyageurs étrangers, dont les Européens. "Les agences du gouvernement fédéral continuent à travailler pour développer une procédure cohérente et sûre pour les voyages internationaux, ce qui inclut l'Europe", a dit Jen Psaki, porte-parole de l'administration Biden, lundi lors d'un point-press. "Cela impliquera de renforcer les efforts de protection des citoyens américains, y compris en durcissant potentiellement les procédures de test pour les voyages internationaux, et cela peut aussi impliquer qu'en temps voulu les ressortissants étrangers qui viennent aux Etats-Unis soient complètement vaccinés", a-t-elle précisé.

(Avec AFP)

Technos & Medias

Avec le retour au bureau, Zoom chute en Bourse

Entre mai et juillet, son chiffre d'affaires a certes encore progressé de 54% par rapport à l'année précédente, et a dépassé pour la première fois la barre du milliard de dollars sur la période, à 1,02 milliard. Mais cette croissance est largement moins forte que moins que celle de 191% enregistrée au trimestre précédent. L'action a perdu près de 10% en Bourse.

Avec la levée d'un grand nombre de restrictions qui accompagnent la vaccination et la reprise économique, le télétravail et l'école à la maison observé depuis le début de la pandémie ralentit. Le recours aux visioconférences aussi. Zoom, la startup californienne spécialiste des visioconférences l'a constaté. Entre mai et juillet, son chiffre d'affaires a certes encore progressé de 54% par rapport à l'année précédente, et a dépassé pour la première fois la barre du milliard de dollars sur la période, à 1,02 milliard. Mais cette croissance est largement moins forte que moins que celle de 191% enregistrée au trimestre précédent, ou encore de celle de 326% observée sur l'ensemble de l'exercice de l'entreprise, qui s'est terminée fin janvier. Et pour la période en cours, allant d'août à octobre, la plateforme prévoit une croissance de son chiffre d'affaires de 31% alors que les écoles rouvrent leurs classes et que les entreprises s'organisent pour un retour généralisé au bureau (même si certaines d'entre elles ont repoussé ce moment au vu de la propagation du variant Delta). L'entreprise anticipe par ailleurs un bénéfice ajusté par action, la mesure préférée des investisseurs de Wall Street, compris entre 1,07 et 1,08 dollar pour le trimestre en cours, ce qui est un peu moins que les 1,09 dollar prévu par les analystes. Il n'en fallait pas plus pour refroidir les investisseurs. L'action de Zoom a chuté de près de 10% à Wall Street lundi. Pour autant,



l'action valait encore trois fois plus que début mars 2020, au début de la propagation à grande échelle du Covid-19 aux Etats-Unis, avec une capitalisation boursière d'environ 103 milliards de dollars.

85 millions de dollars pour régler des poursuites

Début août, la plateforme américaine de conférence vidéo en ligne a accepté de payer 85 millions de dollars pour régler des poursuites en matière de protection de la vie privée. En mars 2020, plusieurs plaignants ont déposé une plainte en nom collectif devant un tribunal fédéral de Californie. Ils affirmaient que l'application "partageait les données de ses utilisateurs de façon inappropriée et sans leur consentement". Ils avaient notamment mis en avant le fait que Zoom a partagé leurs données avec des compagnies en utilisant des logiciels de tierces parties comme ceux de Facebook, LinkedIn Navigator ou Google. L'accord à l'amiable, qui accorde 85 millions de dollars de dommages aux plaignants, doit encore être approuvé par la juge fédérale Lucy Koh à San Jose, en Californie. Zoom a aussi

accepté d'entreprendre "une douzaine de changements majeurs dans ses pratiques afin de renforcer la sécurité des réunions (sur son application), la protection des données privées", affirme le protocole d'accord.

14,7 milliards de dollars pour acheter un spécialiste du "cloud"

Par ailleurs, le 19 juillet, Zoom a annoncé l'acquisition du spécialiste du "cloud" pour les services clients Five9, moyennant une opération de 14,7 milliards de dollars, entièrement financée par actions. Cette acquisition, qui devrait être finalisée durant le premier semestre 2022, doit permettre à Zoom d'élargir sa palette de services aux entreprises. Créé en 2001, Five9 propose une offre d'informatique à distance (cloud) pour gérer les plateformes de services aux clients particuliers mises en place par les entreprises. Le groupe situé à San Ramon (Californie) compte plus de 2.000 entreprises clientes dans le monde.

Avec latribune.fr

Covid et Brexit

Pénurie de milkshakes chez McDonald's

Le géant américain du «fast-food» McDonald's a annoncé qu'il faisait face à une pénurie de milkshakes au Royaume-Uni à la suite des problèmes de chaîne d'approvisionnement attribués au Brexit et à la pandémie de Covid. L'enseigne est aussi à court de boissons en bouteille dans ses 1 250 sites en Angleterre, en Ecosse et au Pays de Galles.

D'après une déclaration, le groupe admet que, «comme beaucoup de distributeurs, nous faisons face à des problèmes de chaîne d'approvisionnement, avec un impact sur la disponibilité de quelques produits». En particulier, les «boissons en bouteille et les milkshakes sont provisoirement indisponibles dans les restaurants» en Grande-Bretagne, ajoute-t-il.

Problèmes d'approvisionnement

Il assure que le groupe «travaille dur pour ramener ces éléments sur le menu» et présente ses excuses à ses clients pour ce désagrément. McDonald's est le dernier en date à subir l'impact des problèmes d'approvisionnement après notamment la chaîne de restaurants Nando's, obligée la semaine dernière à fermer quelque 50 restaurants à

cause d'un manque de poulet, attribué à des pénuries de travailleurs et de chauffeurs routiers chez les fournisseurs et dans les sociétés de logistique. La chaîne américaine de poulet frit KFC a également récemment averti que les problèmes de logistique entraînaient des pénuries de certains éléments de son menu.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rdc Business Forum29	29 au 30 juillet 2021	Kinshasa et en ligne	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com
Benin Investment Forum	26 au 27 août 2021	Bénin	Néant
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier Appuyez-vous sur une bonne administration de vos biens et une saine gestion de votre budget pour améliorer vos revenus. L'argent ne fait pas le bonheur, certes, mais, dans nos sociétés actuelles de consommation, il ne peut y avoir de bonheur sans argent.

Taureau Redoublez de vigilance en matière financière. Vous serez en effet tenté d'accorder trop facilement votre confiance. Ne vous laissez pas entraîner dans des aventures financières hasardeuses par des personnes peu fiables. Ouvrez l'oeil ! Evitez, également, de dépenser à tort et à travers. Vous devrez absolument vous résoudre à être plus rigoureux dans la gestion de vos finances, et apprendre à ne plus céder à toutes vos envies d'achat tout en "oubliant" de régler vos charges.

Gémeaux Suivez les incitations de Saturne : dans les difficultés économiques actuelles, faites preuve de la plus grande vigilance pour ne pas tomber dans les pièges d'escrocs et d'arnaqueurs de tous bords.

Cancer Côté finances, vous bénéficierez d'une très belle protection astrale. La chance va vous sourire. Voilà qui tombera à pic si vous envisagez une modification de votre vie professionnelle : n'étant pas soumis à une trop forte pression financière, vous pourrez choisir l'orientation qui vous convient, voire même prendre le temps de vous former dans une nouvelle branche.

Lion Côté argent, surveillez-vous de près ! Le fameux bon sens qui vous permet généralement de réaliser d'excellentes affaires vous fera cruellement défaut cette fois. Redoublez de vigilance, car vous risquez de vous laisser influencer, devenant une proie idéale pour des personnes peu scrupuleuses, qui pourraient vous entraîner dans des opérations désastreuses.

Vierge Le secteur argent sera touché par cette configuration de Neptune. Tous ceux d'entre vous qui se sont trop endettés vont devoir chercher des solutions pour retrouver l'équilibre. Le mieux serait de prendre rendez-vous avec votre banquier.

Balance Cet aspect de Pluton signifiera que vous devriez être très prudent dans le domaine financier. Demandez conseil en cas de démarches ou décisions importantes. Au lieu de dépenser sans compter, remplissez votre bas de laine : vous y trouverez des avantages certains.

Scorpion Dans le domaine financier, vous aurez de la chance et de belles rentrées d'argent. Vous mènerez à bien des transactions importantes ou des négociations dont vous attendez beaucoup. Habile et compétent, vous défendrez vos intérêts avec panache. Mais vous serez tenté de dépenser tout l'argent que vous aurez gagné.

Sagittaire Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Capricorne Les aspects de Saturne vous donneront envie d'améliorer votre intérieur. Ne résistez pas à cette influence. Un cadre de vie agréable sera un facteur d'équilibre pour vous et un soutien pour votre moral.

Verseau Votre sens de l'opportunité, bien aiguisé par l'action de Jupiter, vous permettra de compter sur une certaine chance financière aujourd'hui. Mais prenez garde à ne pas sortir de la légalité, et sachez refuser les offres douteuses sur ce plan.

Poissons Avec cet aspect de Jupiter, il y aura de fortes probabilités pour que vous soyez le favori de la chance dans le domaine financier. Cela dit, ne tentez pas le diable : ne vous précipitez pas dans un magasin d'informatique, de hi-fi ou une bijouterie sans réfléchir. Attendez d'avoir vu votre compte en banque s'arrondir avant de vous lancer dans des achats.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investitions économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

BURKINA FASO
Unité – Progrès – Justice

SECRETARIAT GENERAL

ECOLE NATIONALE DES DOUANES

DIRECTION GENERALE

PERSONNE RESPONSABLE DES
MARCHES

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Ecole Nationale des Douanes

1. Avis à manifestation d'intérêt n°2021-02/MINEFID/SG/END/DG/PRM du 18 août 2021 en vue du recrutement d'un bureau d'étude pour réaliser des études techniques d'ingénierie pour la construction d'infrastructures au profit de l'Ecole Nationale des Douanes à Tanghin Dassouri dans la province du Kadiogo ;
2. Ces études seront financées par le budget de l'école nationale des douanes, gestion 2021 ;
3. Dans le cadre de l'exécution de son Plan de Passation des Marchés, gestion 2021, l'école nationale des douanes, lance un avis à manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un bureau d'étude pour la réalisation d'une étude d'ingénierie pour la construction des infrastructures de son nouveau site à Tanghin Dassouri. Cette étude va consister à :
 - réaliser des études techniques détaillées des différentes infrastructures énumérées dans les termes de référence ;
 - réaliser les études techniques d'ingénierie tout corps d'état (APD);
 - réaliser les plans d'exécution des ouvrages (PEO);
 - élaborer les spécifications techniques détaillées (STD);
 - élaborer en collaboration avec le cabinet d'architecture, les pièces écrites, les dossiers d'appel d'offres pour les travaux (DAO) ;
4. Le présent avis à manifestation d'intérêt est soumis aux dispositions du décret n° 2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service publics.

Les candidats nationaux devront fournir un agrément technique dans le domaine de l'ingénierie, une attestation d'inscrits à l'Ordre des Ingénieurs en Génie Civil du Burkina Faso (OIGCB). et être en règle vis-à-vis de l'administration publique.

Pour les non nationaux, ils doivent fournir le certificat de non faillite et le registre de commerce en cours de validité.

Les bureaux d'étude seront évalués sur la base des critères ci-après :

- Le nombre d'année d'expérience ;
- les qualifications du bureau d'étude d'ingénierie ;
- les missions de nature et de complexité similaires pertinentes réalisées en matière d'étude d'ingénierie en génie civil au cours des cinq (05) dernières années ;

N.B :

- o Joindre obligatoirement les copies des pages de garde et de signature des marchés et les attestations de bonne exécution ou rapports de validation délivrés par les autorités contractantes (l'État, les établissements publics de l'État, les collectivités territoriales, les sociétés d'État, les sociétés à participation publique majoritaire, les organismes de droit public),
 - o Seuls les contrats de valeurs supérieures ou égales à cinquante millions (50 .000.000) francs CFA toutes taxes comprises seront pris en compte ;
 - o En cas d'ex aequo, les candidats seront départagés sur la base de l'ancienneté.
5. Chaque candidat devra faire ressortir ses principales compétences, son organisation, son adresse complète (localisation, boîte postale, téléphone, fax, mail, etc) ;
 6. Une liste restreinte de six (06) bureaux, présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie. Ces bureaux pré sélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions technique et financière sur la base du dossier de demande de propositions qui leur sera remis par l'autorité contractante. Un candidat sera sélectionné suite à cette consultation selon la méthode de sélection basée sur la qualité –coût ;
 7. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet du dossier à l'adresse ci-dessous : Personne Responsable des Marchés de l'Ecole Nationale des Douanes, sis à l'Avenue Dimdolosom à Dapoya, 01 BP 506 Ouagadougou 01 et aux heures suivantes : 8h00 mn à 16 heures ou appeler au (00226) 25 33 02 10 ;
 8. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans ce cas, les informations contenues dans le dossier porteront sur les différents membres du groupement en fournissant toutes les pièces exigées pour chaque membre ainsi que les expériences de chacun d'eux ;
 9. Les manifestations d'intérêt, accompagnées d'une lettre à manifestation d'intérêt précisant l'objet de la mission et adressée au Directeur Général de l'Ecole Nationale des Douanes doivent être déposées en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies sous pli fermé au secrétariat de la Personne Responsable des Marchés de l'END ;
 10. Le délai d'exécution des prestations ne devrait pas excéder quatre (04) mois hors période de validation ;
 11. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation décrite ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les prestations ;
 12. Les offres devront porter la mention suivante : « **AVIS A MANIFESTATION D'INTERET EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDE D'INGENIERIE POUR LA REALISATION D'ETUDES TECHNIQUES D'INGENIERIE DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES AU PROFIT DE L'ECOLE NATIONALE DES DOUANES A TANGHIN DASSOURI, PROVINCE DU KADIOGO** » ;
 13. Les candidatures qui ne parviendront pas aux heures et dates ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées. Les offres transmises par voie électronique ne seront pas acceptées. Toute candidature présentant plus d'une offre, seule ou en groupement sera purement et simplement rejetée ;
 14. Les plis seront ouverts en présence des représentants des candidats qui désirent participer à l'ouverture des plis à l'adresse ci-après : Salle de conférence de l'END au plus tard le **15 septembre 2021 à 9 heures 00 minutes temps universel** ;
 15. L'administration se réserve le droit de ne donner suite à tout ou partie de ce présent avis, de procéder à toute vérification jugée utile et toute fausse information sera traitée conformément aux textes en vigueur.

Ouagadougou, le 18 août 2021

La Personne Responsable des Marchés

Borri Jacques SAVADOGO

Education dans l'espace UEMOA**Vers l'harmonisation du BAC dans les Etats membres**

Les experts nationaux et régionaux des services d'organisation du baccalauréat tiennent du 31 Août au 3 Septembre 2021, une rencontre régionale pour la production de contenus, de compétences et de ressources pour l'harmonisation du Baccalauréat dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

● **Bernard AFAWOUBO**

Ouverts par le ministre en charge l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du Togo, Prof Magesté Ihou Watéba, le lundi 30 Août 2021 à Lomé, les travaux de la rencontre régionale de la production de contenus de compétences et de ressources pour l'harmonisation du Baccalauréat dans les Etats membres de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine ont pour objectif de trouver des réponses appropriées à la problématique de la gestion de l'examen du Baccalauréat dans l'espace. En vue de la mise en place d'un mécanisme régional de suivi et d'évaluation des acquis des élèves en classe de terminale du secondaire, les experts nationaux et internationaux réunis à Lomé du 30 Août au 3 Septembre 2021 vont capitaliser les fruits de plusieurs années d'intenses travaux. Cette rencontre est consacrée à l'aboutissement de plusieurs années de travaux et d'échanges des pays membre en charge de l'initiative d'harmonisation du Bac qui devrait servir de boussole pour les travaux à venir. Au cours des travaux, il sera question pour les experts régionaux et nationaux de faire le point sur l'avancement de cette initiative commune dans chacun des Etats membres et de prendre connaissance du rapport du comité ad'hoc sur les différentes activités menées par les Etats, partager les leçons apprises des expériences d'organisation du BAC « blanc », d'identifier et convenir des actions communes à engager prioritairement en vue de l'organisation du BAC « blanc » régional et élaborer des plans d'actions nationaux et des feuilles de route pour la mise en œuvre de la Directive 07/2020. « C'est le der-



nier virage avant l'harmonisation. L'objectif n'est pas impossible à atteindre, mais il faudra encore beaucoup d'efforts des Etats membres et de leurs administrations respectives. Les lourdeurs bureaucratiques risquent de retarder la mise en œuvre », a indiqué Majesté Ihou Wateba, le ministre togolais de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Et de marteler que « Notre espace communautaire s'améliore et évolue. Nous sommes en train d'amorcer la dernière phase de la politique qui est celle d'harmoniser le Baccalauréat au niveau de l'UEMOA. Les avantages de cette harmonisation c'est que désormais un Baccalauréat obtenu dans un pays de l'Afrique de l'ouest vaut un Baccalauréat obtenu simplement dans l'espace UEMOA. Ça lui donne plus de valeur et de crédibilité parce qu'aujourd'hui, le monde se construit autour d'un en-



semble. L'Afrique s'organise et le Togo aussi fait partie de ce cadre régional qui est dans cet élan. Cette politique va permettre de rendre plus crédible et plus solide le Baccalauréat au niveau de notre pays. Cette démarche va aussi appeler à la révision du cadre d'enseignement et des curriculats. Il s'agit d'un système qui va s'adapter aux principes du LMD et aussi sur les standards internationaux. C'est l'objet de cette rencontre qui permettra de finaliser ce cheminement dont les résultats seront mis dans les prochaines années en pratique ». Par ailleurs, le cheminement vers le Baccalauréat unique fera du diplôme, non seulement un véritable outil d'intégration régional, mais aussi celui de préparation de la postérité à entreprendre des études supérieures conformes aux standards internationaux qu'exige la réforme Licence Master Doctorat (LMD).

Eliminatoire Qatar 2022**Le Togo doit renouer avec la victoire**

Le Togo affronte ce jour à Thiès, les Lions de la Teranga du Sénégal pour le compte de la première journée des éliminatoires de la coupe du monde Qatar 2022. Une rencontre très attendue par le public sportive togolais qui veut voir son équipe renouer avec la victoire.



● **Eyram AKAKPO**

Les Eperviers du Togo sous la houlette du sélectionneur portugais Paolo Duarte, jouent gros cet après-midi face aux Lions du Sénégal avec leur armada de stars, pour une place qualificative à la coupe du monde 2022 au Qatar. Pour cette première journée des éliminatoires, le Togo devra cravacher dur pour arracher une victoire afin de se mettre en confiance pour la suite de la compétition. Le président de la Fédération togolaise de football, le colonel Guy Akpovy, croit qu'avec l'ambiance qui règne dans le nid, le Togo s'en sortira la tête

haute. « Si je suis venu dès le premier jour avec l'équipe, c'est pour voir comment les choses s'organisent. J'ai vu que la discipline y est en plus d'une bonne cohésion entre les éléments. J'espère aussi que le coach va retrouver toute sa troupe pour mettre en place sa stratégie. Tout le monde est conscient de la portée de ce match. Nous savons que nous avons un adversaire de taille et qu'il faut travailler pour peut-être limiter les dégâts et pourquoi ne pas gagner. Nous ne sommes pas une petite équipe et j'espère qu'avec l'aide de Dieu et l'effort de tous un chacun, on peut arriver à bout », a indiqué le

président de la FTF. Pour le sélectionneur national, « les supporters veulent la même chose que les joueurs et les entraîneurs : gagner. Il n'y a aucun entraîneur qui ne veuille gagner ses matches et on peut gagner face au Sénégal bien qu'il soit favori sur le papier. » « Même dans une situation déséquilibrée, tout le monde croit à une victoire. On va tout faire pour gagner. (...) Pour gagner dans l'avenir, il faut qu'on commence à construire notre football déjà dès aujourd'hui », a-t-il ajouté. En rappel le Togo partage le groupe H des éliminatoires de la coupe du monde avec le Sénégal, la Namibie et le Congo.

**Baromètres Togo****Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lomaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56